

## NOTES SUR LE SYNDICALISME D'HIER ET D'AUJOURD'HUI

(en Europe et l'Argentine)

**1.-** La tendance des ouvriers à former des organisations de défense des conditions de la vente de leur force de travail est indissociable du mode de production capitaliste. Sans la possibilité de s'organiser collectivement pour négocier le salaire, le temps de travail et les conditions de travail, et étant donnée la concurrence exercée par les autres travailleurs, un prolétaire isolé serait incapable de résister les conditions imposées par l'employeur, dont la voracité n'aurait d'autre limite que l'impossibilité physique du travailleur de répondre aux exigences techniques de la production<sup>1</sup> : en d'autres termes, il serait incapable d'échapper aux conditions de semi-esclavage. La seule possibilité pour les salariés de négocier le prix de vente de leur force de travail et les conditions du travail au-dessus de cette limite physiologique est de s'associer collectivement, en formant des organisations syndicales. Les syndicats ouvriers sont la conséquence de la révolution industrielle.

Dans la période qui suivit immédiatement leur prise du pouvoir, la bourgeoisie lutta avec acharnement et violence contre les premiers efforts des travailleurs pour former des coalitions ouvrières. Deux ans après le début de la Révolution française, le 14 juin 1791, la loi Le Chapelier interdit la formation des associations des travailleurs. La même chose s'est produite en Angleterre en 1799. En Allemagne, le 19 octobre 1878, le régime du Bismarck interdit les syndicats sociaux-démocrates. En Italie, ce n'est qu'en 1889 que les grèves perdirent leur statut légal de "crime", mais en 1898 l'État italien mit les syndicats hors la loi. Dans ces conditions, les conflits entre les patrons et les ouvriers ont immédiatement pris des formes violentes, transformant rapidement les affrontements économiques en conflits qui mettaient en cause l'Ordre politique et social.

Il n'est donc pas surprenant que, face à l'opposition initiale des bourgeoisies au développement du syndicalisme, les syndicats allemands, français et italiens aient été promus, organisés et dirigés par des partis et des tendances anticapitalistes.

La stabilité et la permanence dans l'espace et le temps des syndicats n'étaient pas les produits mécaniques des luttes immédiates. Si cela avait été le cas, les organisations syndicales auraient disparu avec les mobilisations et les grèves elles-mêmes. L'organisation syndicale n'était pas la simple expression des luttes immédiates, c'était *leur expression médiate*, l'expression de l'activité de minorités de la classe. Ce sont ces minorités qui ont assuré la continuité des syndicats, aussi bien dans les événements quotidiens que dans les grandes luttes des masses salariées les plus larges. Et tout comme les partis ouvriers révolutionnaires ont été les

---

<sup>1</sup> Au Brésil, lors de la dictature militaire instaurée en 1964, de nombreuses entreprises se sont vues obligées à distribuer des sandwiches à leurs travailleurs pour qu'ils puissent travailler.

organisations *d'avant-gardes politiques qui se sont fixées des objectifs à long terme*, les syndicats du passé ont été initialement créés par des *avant-gardes ouvrières* qui se sont fixées pour objectif la défense des intérêts matériels des masses salariées au-delà des aléas contingents de la "guerre de guérilla" permanente qui les opposait à la classe capitaliste.

La Première Internationale (l'Association Internationale des Travailleurs - AIT), première organisation politique du prolétariat mondial, comptait dans ses rangs des organisations syndicales de nombreux pays européens et des États-Unis. Après sa dissolution en 1876, et surtout après la fondation de la Deuxième Internationale en 1889, les partis socialistes - et plus tard les courants syndicalistes révolutionnaires - ont rapidement étendu leur influence au sein des masses prolétariennes en remettant en cause l'Ordre établi, en proclamant la nécessité d'une société sans classes et sans exploitation et en favorisant la formation de syndicats ouvriers. *Dans ce contexte, la "spontanéité des travailleurs" dans la formation des associations de défense fut canalisée par des courants ouvertement anticapitalistes.*

Le lien entre le mouvement syndical et les minorités politiques anticapitalistes n'était pas fortuit. Dans sa première phase, la perméabilité du mouvement syndical aux idées révolutionnaires était la conséquence "naturelle" de l'affrontement immédiat des masses ouvrières contre la classe capitaliste en tant qu'employeur de la force de travail et contre l'État bourgeois en tant que bras armé de la bourgeoisie. Dans ces conditions, la prédication de Marx et d'Engels autour de la question syndicale trouva un terrain fertile pour les principes classistes et révolutionnaires du marxisme. Celui-ci • a défendu (contre le vieil anarchisme) la nécessité des organisations syndicales pour empêcher ou atténuer la concurrence que les travailleurs se font entre eux en tant que vendeurs de leur force de travail ; • a fait valoir que les syndicats ne devraient pas se limiter à la défense des intérêts étroitement corporatifs, mais devaient devenir les défenseurs des couches les plus défavorisées de la classe ouvrière<sup>2</sup> ; • a affirmé que les victoires de cette "guerre de guérilla" représentée par les luttes syndicales ne doivent pas être exagérées, ces succès étant toujours provisoires, avec la conscience que le mouvement syndical combat les effets mais non les causes de l'exploitation capitaliste, avec la conscience que ses victoires ne sont que des palliatifs à cette exploitation ; et, pour cette raison, • considérait ces organisations

---

<sup>2</sup> À l'époque, cette préoccupation était due au fait qu'à l'origine les syndicats étaient des associations de métiers et ne regroupaient que les travailleurs les plus techniquement qualifiés (ce qu'on appelait "l'aristocratie ouvrière"), ce qui signifiait que les travailleurs sans qualification technique étaient laissés pour compte. La transformation des syndicats de métier en syndicats d'industrie appartient à une époque plus tardive (en Allemagne, cette transformation a eu lieu dans les années 1920 à l'initiative du parti communiste). Mais cet objectif proclamé par la Première Internationale est toujours d'actualité en raison de la présence de tendances syndicales qui n'assument pas la défense des secteurs les plus démunis de la classe ouvrière, en particulier face à la généralisation des emplois externalisés qui divisent les travailleurs d'une même entreprise en secteurs avec des contrats et des conventions de travail artificiellement séparés ; aux nouvelles politiques qui divisent les travailleurs en régimes différenciés selon leur ancienneté dans l'entreprise (c'est le cas de la SNCF et des hôpitaux publics en France), sans parler de l'indifférence des confédérations actuelles envers des secteurs entiers de travailleurs précaires.

primordiales pour l'éducation politique des masses laborieuses en vue de la destruction du mode de production capitaliste.

C'est surtout dans la seconde moitié du XIXème siècle que les bourgeoisies les plus éclairées ont pris conscience de la nécessité de faire baisser le niveau de conflictualité politique généré par les conflits entre les patrons et les ouvriers. À cette fin, elles ont légalisé les syndicats. En 1824, la bourgeoisie anglaise, extrêmement empiriste et industriellement avancée, avait été rapidement contrainte d'accorder le droit d'association aux travailleurs<sup>3</sup>. En France, il a fallu attendre l'année 1864 pour que les grèves ne soient pas condamnées pénalement et 1884 pour que les syndicats soient enfin légalisés. En Allemagne, ils n'ont été tolérés qu'à partir de 1890. Ce n'est qu'au début du XXème siècle qu'ils ont été officiellement reconnus et acceptés comme partenaires dans les négociations collectives en Italie. En Belgique, le délit de syndicalisme a été abrogé en 1866, mais ce n'est qu'en 1921 que le délit de grève a été supprimé du code pénal.

**2.-** Suite aux grandes luttes du mouvement ouvrier pour obtenir le suffrage universel - et être ainsi en mesure d'exercer une influence dans l'arène politique en faveur des réformes de l'État au profit de la classe ouvrière - la bourgeoisie l'a finalement accordé aux hommes en Allemagne en 1871, en Italie en 1912, en Angleterre en 1918, en Belgique en 1921. En France, les hommes l'avaient obtenu avec la Révolution de 1848.

Dès que les partis socialistes ont pu siéger aux Parlements, une profonde fracture s'est creusée en leur sein. Un secteur du socialisme - avec Jaurès en France, Bernstein en Allemagne, Turati en Italie - a théorisé dès la fin du XIXème siècle la possibilité d'émanciper la classe ouvrière de l'exploitation capitaliste au moyen de réformes parlementaires.

Pour le réformisme social-démocrate, les réformes législatives pour l'amélioration des conditions d'existence du prolétariat dans la société bourgeoise n'étaient plus des objectifs favorisant l'organisation des masses en vue de la lutte révolutionnaire anticapitaliste, mais de simples jalons de la vie parlementaire qui pouvaient justifier des alliances politiques avec les courants bourgeois. Le mouvement pour les réformes était tout ce qui comptait pour eux ; l'objectif final, la lutte révolutionnaire pour la conquête du pouvoir, rien. Pour ce courant bourgeois du mouvement ouvrier, la démocratie parlementaire était le cadre nécessaire et suffisant de l'émancipation des travailleurs, et la violence de classe ne pouvait se justifier que pour la défense du parlementarisme et des libertés démocratiques, pas pour la conquête du pouvoir politique et le renversement du pouvoir bourgeois.

Dans toute l'Europe occidentale, à partir du début du XXème siècle, le réformisme social-démocrate a eu dans les directions syndicales ses plus fervents partisans. Les dirigeants syndicaux voyaient les partis socialistes comme leurs représentants politiques qui, au

---

<sup>3</sup> La légalisation précoce des syndicats par la bourgeoisie anglaise créa les conditions de l'alliance politique entre le parti bourgeois libéral et les directions syndicales, créant ainsi les conditions de la formation ultérieure d'un parti travailliste réformiste (le Labour Party) qui a propulsé les syndicalistes eux-mêmes au Parlement.

Parlement, s'efforçaient d'obtenir des lois favorables aux travailleurs, tandis que les sociaux-démocrates réformistes voyaient dans les syndicats leurs courroies de transmission électorales. La propagande anticapitaliste des partis socialistes générant l'adhésion des masses ouvrières aux syndicats qui prétendaient avoir comme objectif final le socialisme, et les militants socialistes fournissaient la charpente des syndicats.

Sur le continent européen, la lutte entre le courant réformiste et le révolutionnaire s'est déroulée au sein de presque tous les partis socialistes. En Allemagne entre les Bernstein et la tendance de gauche dirigée à ses débuts par Kautsky et Rosa Luxemburg ; en Italie entre les Turati et l'aile gauche dirigée par Mussolini (jusqu'à 1914, lorsqu'il était encore socialiste) et la jeunesse socialiste (où se détachait la figure d'Amadeo Bordiga). Entre ces deux extrêmes, on trouvait des tendances centristes avec Bebel en Allemagne (et plus tard Kautsky) ; en Italie avec les Lazzari et les Serrati.

C'est en Angleterre où le réformisme a donné lieu à la fusion la plus étroite entre le syndicalisme et la politique, en faisant d'un parti ouvrier réformiste (le Labour Party) l'émanation directe des syndicats (les Trade Unions). C'est dans ces conditions que Lénine, dans son mémorable "Que faire ?" (1902), pouvait affirmer que la "spontanéité ouvrière" conduisait "naturellement" au trade-unionisme, et que seule l'action d'un Parti révolutionnaire pouvait apporter au prolétariat - du dehors du mouvement syndicaliste - la conscience socialiste.

**3.-** Au début du XXème siècle, dans les pays latins (France, Italie et Espagne, et même dans des pays périphériques comme l'Argentine) l'influence croissante du réformisme social-démocrate provoqua la réaction syndicaliste révolutionnaire. Cette tendance dénonça la politique parlementaire des partis socialistes, fit du syndicat l'organe central de la lutte révolutionnaire et provoqua non seulement l'abandon des partis socialistes, mais aussi la scission du mouvement syndical.

Au cours de ces-années-là, le prolétariat émancipé des influences religieuses et bourgeoises républicaines était "spontanément" trade-unioniste, socialiste ou syndicaliste révolutionnaire.

La Première Guerre mondiale a été un test décisif pour le mouvement syndical. Non seulement l'immense majorité des partis socialistes<sup>4</sup> - contrôlés par les courants réformistes ou centristes - ont adhéré aux "Unions Sacrées" pour la défense de "la patrie en danger", mais la quasi-totalité des directions syndicales nationales des pays belligérants ont fait également tout leur possible pour soumettre le prolétariat aux besoins de la politique impérialiste. En Allemagne, en Grande-Bretagne, en France, en Belgique et en Italie, le syndicalisme social-démocrate renonça à la lutte de classe.

---

<sup>4</sup> Les rares exceptions à cette débâcle furent le parti bolchevique (au début du conflit, les députés mencheviques votèrent également contre les crédits de guerre, mais se sont ensuite divisés sur cette question), le parti socialiste serbe, le parti bulgare, le parti italien et, en Angleterre, le petit *Independent Labour Party*.

C'est dans l'immédiat après-guerre que le réformisme social-démocrate, tant politique que syndical, a eu l'occasion de pousser jusqu'au paroxysme son rôle antirévolutionnaire. En Allemagne, l'ADGB (*Algemeiner Deutscher Gewerkschaftsbund*) s'est aligné sur la social-démocratie au pouvoir pour écraser les soulèvements prolétariens de 1918-1919 et lutter avec acharnement contre le prolétariat communiste. En Italie, alignée sur l'aile droite du Parti socialiste, la Confederazione Generale del Lavoro (CGdL) fit défection et sabota les luttes du prolétariat dans le Biennio Rosso (1919-1920) et plus tard la lutte contre le fascisme.

La réaction contre le cours contre-révolutionnaire de la social-démocratie a été représentée par la Troisième Internationale et l'Internationale Syndicale Rouge. En reprenant les positions classiques de Marx et Engels et s'élevant contre toute prétention d'"apolitisme" et de "neutralité politique" du mouvement syndical, l'Internationale Communiste revendiqua la nécessité pour le mouvement syndical d'adhérer à la lutte révolutionnaire pour le socialisme, devenant ainsi un lien fondamental (une courroie de transmission) entre l'avant-garde politique communiste et les grandes masses ouvrières. C'était une nécessité à la fois pour la lutte révolutionnaire et pour que les organisations syndicales ne capitulent pas devant la bourgeoisie et le réformisme.

**4.-** À partir de 1920, le mouvement syndical fut un terrain privilégié de la lutte entre la social-démocratie et le mouvement communiste pour la conquête politique et organisationnelle des masses prolétariennes. En Allemagne, la social-démocratie garda sous son contrôle la grande majorité des grandes organisations syndicales. Mais en 1923 le Parti communiste allemand est parvenu à prendre la tête de l'organisation nationale des comités d'usine. En France, en 1921, la social-démocratie provoqua la scission du mouvement syndical. En Italie, elle est restée à la direction de la CGdL, mais le Parti communiste gagna une influence importante en son sein et, surtout, dans les *Camere del Lavoro* (les organisations locales et régionales qui regroupaient tous les syndicats adhérant à la CGdL). Pour sa part, le mouvement d'inspiration syndicaliste révolutionnaire avait ses propres syndicats et *Camere del Lavoro*.

Mais, dans tous les cas mentionnés, les syndicats, tant révolutionnaires qu'antirévolutionnaires, étaient les produits des efforts des masses ouvrières en défense de leurs conditions de vie et de travail. L'influence majoritaire antirévolutionnaire que la social-démocratie garda dans le mouvement syndical était le résultat du poids de la soi-disant "aristocratie ouvrière" et de l'inertie des traditions historiques parmi les masses ouvrières politiquement arriérées.

En Italie et en Allemagne, la destruction ultérieure par le fascisme du mouvement syndical et la formation des syndicats fascistes directement subordonnés à l'État ont été la manifestation de la peur des bourgeoisies face au *potentiel révolutionnaire du syndicalisme de classe* et de l'effort de la classe dominante pour encadrer étroitement le syndicalisme dans les mailles de l'Ordre établi.

**5.-** Dans le deuxième après-guerre, ce que le fascisme avait réussi par la violence, les démocraties l'ont obtenu par la "méthode douce". En Argentine, le régime bonapartiste de la dictature militaire de 1943-1945 et son héritier, le régime péroniste (1945-1955), l'ont obtenu par un mélange de concessions étatiques, de collaboration volontaire d'un large secteur du syndicalisme (issu du socialisme et du syndicalisme révolutionnaire) et de violence ouverte contre les syndicats non collaborationnistes<sup>5</sup>.

En raison de la nécessité de reconstruire les économies dévastées<sup>6</sup>, les bourgeoisies européennes ont fini par généraliser les prestations de l'État Providence – assurance maladie, retraite, assurance chômage, congés payés<sup>7</sup> – qui avaient commencé à être mises en place dans le premier après-guerre pour empêcher l'avancée des mouvements révolutionnaires.

La généralisation dans tous les pays centraux de ces "garanties sociales" a été rendue possible grâce aux bénéfices économiques colossaux que le capitalisme a dégagé de la haute productivité de son industrie, de ses services et des avantages économiques, commerciaux et financiers que l'impérialisme a obtenus de ses positions internationales dominantes. L'État Providence est le prix que la bourgeoisie internationale a dû payer pour tenter d'éviter que le deuxième après-guerre ne soit une répétition des bouleversements politiques et sociaux du premier. Cela s'est également produit dans des pays capitalistes périphériques - comme l'Argentine - qui avaient obtenu de grands avantages économiques de la guerre. En 1944, avec une grande lucidité, le

---

<sup>5</sup> Cf. "Escritos sobre América Latina (1920-1976)", Chapitre III [<https://pasadoypresentedelmarxismorevolucionariohome.files.wordpress.com/2020/12/escritos-sobre-america-latina-capitulo-iii.pdf>]. Même une histoire synthétique du syndicalisme argentin depuis le début du vingtième siècle jusqu'à son intégration dans le deuxième après-guerre dans les filets politiques de la bourgeoisie et les rouages de l'État dépasse les limites de cet article. Signalons seulement que durant la première moitié du siècle, le syndicalisme argentin a été traversé par les mêmes courants que le syndicalisme européen (anarcho-syndicalisme, socialisme, syndicalisme révolutionnaire et communisme) et que le bonapartisme péroniste a obtenu le soutien enthousiaste de syndicats contrôlés par les socialistes et les syndicalistes révolutionnaires. De leur côté, les communistes avaient déjà capitulé pendant la guerre devant l'impérialisme, allant jusqu'à trahir les grèves ouvrières pour ne pas gêner l'approvisionnement des alliés "démocratiques" (comme dans le cas de la grève dans les frigorifiques d'octobre 1943). [Julio Godio, "Historia del movimiento obrero argentino", volume 1, éd. Corregidor ; D. Ceruso & Silvana Staltari, "El Partido Comunista argentino y su estrategia sindical entre 1943 y 1946", Revista Izquierdas, 39, avril 2018, pp. 110-130].

<sup>6</sup> Et en France et en Italie pour obtenir la collaboration des partis « communistes » - politiquement majoritaires parmi les ouvriers - qui ont adhéré à la restauration de la démocratie, comme le fera plus tard le parti « communiste » espagnol lors de la transition pacifique du franquisme à la démocratie.

<sup>7</sup> Le précurseur de cette politique a été le chancelier Bismarck. Dans le but d'empêcher le développement du mouvement social-démocrate, entre 1883 et 1889, il a mis en place des régimes d'assurance santé, d'accidents du travail, d'invalidité et de retraite dès l'âge de 70 ans (avec des pensions de misère). Quand on sait que l'espérance de vie des Allemands en 1889 était de 44 ans pour les hommes et de moins de 47 ans pour les femmes, le nombre de "bénéficiaires" du régime de retraite parmi les ouvriers devait être extrêmement faible.

leader du bonapartisme argentin en gestation, le colonel Juan Domingo Perón, l'expliquait à la bourgeoisie locale réactionnaire et réticente<sup>8</sup>.

**6.-** Avec l'adhésion de la social-démocratie et du "communisme moscovite" à la restauration de la démocratie en Europe, la bourgeoisie impérialiste a obtenu la collaboration active et l'adhésion des grandes confédérations syndicales aux besoins des capitalismes nationaux et à la politique impérialiste. Cette collaboration a été payée **comptant** avec l'attribution aux syndicats d'avantages inimaginables pendant la première moitié du XXème siècle, au point que les ressources économiques **officielles** des Confédérations syndicales sont assurées par la loi et avec des fonds fournis par les entreprises et l'État<sup>9/10</sup>. D'autre part, les entreprises ont la possibilité de contribuer directement au financement des syndicats. Ainsi, en l'an 2000, le groupe Casino, La Poste et France Télécom ont accordé des subventions directes aux syndicats<sup>11</sup>. Les délégués syndicaux dans les entreprises bénéficient également de la garantie de l'emploi pour la durée de leur mandat.

En France, les avantages accordés aux syndicats confédéraux ne s'arrêtent pas là. Un décret de 1982 a réglementé l'exercice de l'activité syndicale dans la fonction publique, en accordant à leurs représentants le droit de ne pas occuper leurs fonctions de salariés, mais de travailler pour leur syndicat tout en touchant leur salaire. Une étude réalisée en 2007 par la Documentation Française<sup>12</sup> a estimé que plus de 40 000 représentants syndicaux jouissent de ce privilège. Ce privilège est accordé en fonction de la représentativité de chacun des syndicats. Selon un rapport du Sénat, en 1998, 7 000 personnes ont été partiellement ou totalement libérées de leur travail professionnel par le Ministère de l'Éducation Nationale. Les syndicalistes ont également droit à un "congé spécial" pour participer aux congrès syndicaux, dans la limite de 10 ou 20 jours par

---

<sup>8</sup> [https://cdn.educ.ar/repositorio/Download/file?file\\_id=da8289f8-a130-488d-b287-98decb485b3d](https://cdn.educ.ar/repositorio/Download/file?file_id=da8289f8-a130-488d-b287-98decb485b3d)

<sup>9</sup> En France, en 2019, le budget du Fonds pour le Financement du Dialogue Social (qui était de 132,5 millions d'euros, résultant de contributions obligatoires) a versé aux organisations syndicales un total de 88,0 millions d'euros. Les confédérations syndicales bénéficiaires étaient les suivantes : CGT (19,5), CFDT (20,1), FO (15,9), CFTC (12,2), CFE-CGC (13,5), UNAS (3,9) et SOLIDAIRES (2,8). [<http://www.agfnp.fr/pdfs/SCHEMA%20PRINCIPE%20DE%20REPARTITION%20CREDITS%202019.pdf> ; <https://www.aefinfo.fr/depeche/640662-financement-des-partenaires-sociaux-1317-m-ont-ete-verses-en-2019-aux-organisations-syndicales-et-patronales> ; <http://www.agfnp.fr/>]

<sup>10</sup> Conformément aux informations fournies par les confédérations syndicales françaises elles-mêmes, sur la période 2011-2013, les subventions patronales et publiques ont représenté 72 % du budget de la CFTC, 58 % de la CGC, 53 % de FO, 51 % de la CGT et 27 % de la CFDT. Mais, comme nous le verrons plus loin, ces données ne tiennent pas compte du **financement occulte** des syndicats par les employeurs.

<sup>11</sup> "La vérité sur l'argent des syndicats", *Le Nouvel Observateur*, 15-6-2000, p 84-89.

<sup>12</sup> "Les syndicats en France", *La Documentation Française*, 2007.

an. En 1998, ces congés représentaient 103 688 journées de travail. Le Code du Travail prévoit également tous ces droits pour les entreprises privées<sup>13</sup>.

Or, une fraction considérable du financement des syndicats (au niveau national et au niveau de l'entreprise) est *dissimulée*. Étant donné que le taux de syndicalisation en France est extrêmement faible (11,8 % au niveau national, mais seulement 8,4 % dans le secteur privé), les syndicats français sont financièrement soutenus non seulement par les contributions officielles des employeurs et de l'État, mais aussi par des *financements secrets fournis par les organisations d'employeurs et les entreprises elles-mêmes*<sup>14</sup>.

En Argentine, ce *cash* était et est synonyme d'avantages institutionnels, économiques et sociaux<sup>15</sup>, ce qui a donné lieu à une véritable bureaucratie syndicale mafieuse.

**7.-** Aujourd'hui, aussi bien en Europe qu'en Argentine, les directions réformistes des grandes confédérations (et une grande partie de leurs "appareils") ne sont rien d'autre qu'une *cinquième colonne corrompue* qui se proclame "représentative" des masses laborieuses.

Ces directions syndicales ne sont plus l'expression de la relation dialectique qui existait entre les masses ouvrières et leurs avant-gardes syndicales, mais le résultat de simples élections corporatives vidées de leur sève classiste. Ce n'est pas la classe ouvrière qui assure l'épine dorsale du mouvement syndical actuel ; au contraire, c'est l'État capitaliste et la bourgeoisie elle-même qui soutiennent l'ensemble de l'édifice, en le finançant et en le faisant participer à tous les réseaux institutionnels paritaires de l'État, des patrons et des confédérations syndicales. En d'autres termes, ce sont des remparts de l'Ordre établi. En ce sens, on peut dire que *les régimes fascistes ont perdu la guerre mais ont gagné la paix*.

---

<sup>13</sup> L2135-7 et L2135-8 du Code du Travail.

<sup>14</sup> Un rapport de l'Assemblée Nationale a dénoncé que, dans de nombreux cas, l'administration des fonds des comités d'entreprise (dont le montant minimum est de 0,2% de la masse salariale brute totale) est totalement opaque et a été utilisée pour financer les syndicats [<https://www.assemblee-nationale.fr/13/rapports/r4186.asp>]. En 2007, l'UIMM (Union des Industries Métallurgiques et Minières) a été accusée d'avoir retiré entre 18 et 20 millions d'euros en espèces entre 2000 et 2006. Selon Yvon Gattaz, président du patronat français de l'époque (CNPF) et Daniel Dewavrin (ancien président de l'UIMN), ces fonds ont servi à "fluidifier les relations sociales".

<sup>15</sup> Il s'agit de la reconnaissance du syndicalisme péroniste comme seul représentant des travailleurs dans les négociations salariales; de l'absence de toute représentation des minorités syndicales dans les instances dirigeantes des syndicats; de l'administration des œuvres sociales. La corruption de ces bureaucraties est telle que Hugo Moyano, ancien secrétaire général de la CGT et leader historique du syndicat des camionneurs, possède par le biais de prête-noms un énorme conglomerat d'entreprises et est un interlocuteur obligé de tous les gouvernements au pouvoir. Dans certaines branches des chemins de fer, les syndicalistes sont propriétaires d'entreprises qui sous-traitent le nettoyage et l'entretien des chemins de fer.



Les appareils des syndicats ont perdu leur caractère d'expression directe des masses ouvrières et sont devenus des superstructures organisationnelles indépendantes de celles-ci. Et tout comme les élections présidentielles et parlementaires ne servent qu'à permettre aux masses exploitées de participer périodiquement aux cérémonies rituelles de désignation des représentants qui dirigeront les organes de l'État qui assureront le maintien du régime capitaliste, les élections syndicales périodiques ont pour seul but de décider des pourcentages des montants des contributions de l'État et des employeurs aux différentes confédérations syndicales.

**8.-** La viabilité d'un tel cours "pacifique" de la démocratie européenne dépendait et dépend de sa capacité à satisfaire les besoins économiques et sociaux élémentaires des larges secteurs de salariés. Mais les crises qui ont ébranlé le début du nouveau siècle sapent les fondements de cet équilibre social. Ce n'est donc pas un hasard si en Italie on a assisté au cours des dernières décennies à des crises au sein des syndicats officiels et à des tentatives - encore très sporadiques, localisées et sectorielles - pour donner vie à de nouvelles organisations aux trajectoires et aux origines très variées. C'est un phénomène que l'on a également constaté de manière embryonnaire dans le syndicalisme argentin, et plus encore parmi les masses de chômeurs.

L'article sur le syndicalisme italien récemment publié dans ce blog<sup>16</sup> parle de l'émergence, depuis les années 1980, de multiples organisations du syndicalisme de base, les dénommées **Cobas** (qui n'ont pas encore réussi à générer une tendance à la centralisation organisationnelle), la CUB, l'USB et dernièrement les tentatives de coordination de certaines oppositions syndicales à l'intérieur et à l'extérieur des syndicats officiels et des syndicats de base.

Cette émergence d'organisations de base répond à des causes multiples et son tableau actuel est extrêmement varié : il va de véritables impulsions classistes à de simples manœuvres bureaucratiques pour des intérêts sectoriels, locaux ou d'appareil avec des effets délétères. Il n'est pas surprenant que la bourgeoisie essaie constamment d'exercer son pouvoir de cooptation et de corruption sur des secteurs de travailleurs et leurs avant-gardes. Ceci a toujours existé et existera toujours à une échelle plus ou moins grande, avec plus ou moins de succès.

Au début de l'existence du syndicalisme, ce qui avait permis centraliser et donner une continuité au classisme syndical était *la présence d'une avant-garde politique consciente du fait que ses objectifs allaient au-delà de la simple lutte quotidienne*, au-delà des aspects contingents de cette "guerre de guérilla", voyant en elle un terrain fertile et nécessaire pour "l'union croissante des travailleurs" dans la guerre de classe contre le capitalisme comme système d'exploitation. Or, de ce point de vue, quelle est la situation actuelle en Italie et en Argentine ?

En Italie, les secteurs politisés qui s'opposent à la politique pro-bourgeoise des grandes confédérations constituent une myriade de petits groupements sans grande influence dans la

---

<sup>16</sup> « Le syndicalisme en Italie, de l'après-guerre à la situation actuelle »  
[<https://wordpress.com/view/pasadoypresentedelmarxismorevolucionario.net>]

sphère syndicale. La fragmentation du syndicalisme de base est autant l'expression de l'absence d'un grand essor des luttes des masses que du fractionnement des groupes politiques qui devraient être les vecteurs de cette unification. Et lorsque ces organisations parviennent à influencer ponctuellement un secteur syndical, comme dans le cas de SI Cobas, elles mènent des politiques confuses qui ne favorisent pas ce qui devrait être l'axe fondamental d'une action tendanciellement unificatrice des organisations de base et des oppositions au sein des syndicats confédéraux<sup>17</sup>.

**9.-** Les crises profondes qui affectent régulièrement le capitalisme fragile de l'Argentine ont donné lieu, depuis les années 1990, à des mobilisations et des organisations qui ont embrassé de larges couches du prolétariat sans emploi et des secteurs sociaux marginalisés. En outre, au moins un syndicat emblématique a émergé en dehors et contre le syndicalisme pro-patronal et pro-gouvernemental de la CGT. Et même, dans des cas spécifiques, des secteurs de travailleurs classistes ont réussi à contester et à arracher au syndicalisme officiel la direction locale de certains syndicats importants. Et bien qu'à une échelle générale la domination du syndicalisme officiel n'ait pas été ébranlée, ces expériences illustrent les différentes possibilités de contester pas à pas son contrôle sur les masses.

A) Une véritable constellation d'organisations de chômeurs ("piqueteras") est apparue en 1995<sup>18</sup>. Leurs moyens de lutte ont été les manifestations, rassemblements, blocages de routes et de grandes artères urbaines pour faire pression sur l'État afin qu'il verse des allocations de chômage. Ces organisations ont exprimé de véritables réactions contre les conséquences sociales les plus dramatiques que le capitalisme fait peser sur les masses prolétarisées les plus démunies<sup>19</sup>.

---

<sup>17</sup> Voir "Notes sur le syndicalisme en Italie, de l'après-guerre à la situation actuelle" ; " Notes marginales sur le syndicalisme italien" ; "Sur la version trotskyste de l'impôt sur la fortune" ; "Marxisme et question fiscale", publiées sur notre blog.

<sup>18</sup> Dans les années 1990, le gouvernement péroniste de Menem a mené une politique de large ouverture du marché argentin aux produits du marché international, ce qui a provoqué la destruction d'une grande partie de la petite et moyenne industrie locale et un boom de l'armée industrielle de réserve.

<sup>19</sup> Le lecteur trouvera l'histoire de ces mouvements de 1995 à 2001 dans Luis Oviedo, "Una historia del movimiento piquetero", Ediciones Rumbos, 2004 [https://socialismorevolucionariobolivia.files.wordpress.com/2015/10/luis-oviedo-una-historia-del-movimiento-piquetero.pdf].  
Pour un aperçu de la trajectoire ultérieure de ce phénomène de masse multiforme, voir Nael Audisio, "El despertar de un gigante. El movimiento piquetero bajo el kirchnerismo", El Aromo n° 83, 2-12-2015 [https://razonyrevolucion.org/el-despertar-de-un-gigante-el-movimiento-piquetero-bajo-el-kirchnerismo/].

Les objectifs et les trajectoires de ces organisations vis-à-vis des forces politiques et étatiques sont extrêmement variés. Leurs mots d'ordre vont de la demande d'allocations familiales et de chômage à la revendication d'un travail véritable. Les politiques de l'État face à ces revendications vont du clientélisme et de la corruption aux niveaux national, provincial et municipal - avec l'intégration de leurs dirigeants dans les structures institutionnelles de l'État - à la répression de leurs militants ; de l'attribution discriminatoire de subventions publiques en fonction de la politique de leurs dirigeants au financement de travaux publics par le biais de multiples programmes exécutés par des coopératives de travailleurs qui reçoivent des salaires de misère, très inférieurs aux plus bas salaires du marché du travail.

Le tableau général de ces multiples organisations de chômeurs est extrêmement varié et complexe. Tous ont été et sont encadrés par des orientations politiques qui sont celles des courants qui leur ont donné naissance, qui ont évolué au fil du temps ou qui ont pris leur direction. Le péronisme-kirchnerisme dans ses multiples variantes, le maoïsme (ou celui de ses épigones), les lointains héritiers du PRT, les trotskystes de PO avec le "Polo Obrero", sont quelques-uns des nombreux courants qui ont animé et animent ces organisations dont la permanence est la preuve de la persistance des facteurs qui ont poussé les masses prolétariées les plus démunies du pays à la lutte pour leur survie. Leur fractionnement organisationnel est, d'une part, la conséquence des stratégies de la bourgeoisie pour traiter la "question de la misère" à l'échelle générale (avec l'attribution de certaines subventions nationales) et à l'échelle locale, voire microscopique selon les situations particulières ; et, d'autre part, des politiques sectaires<sup>20</sup>, opportunistes<sup>21</sup> et même ouvertement corrompues de leurs dirigeants, tout cela *au détriment d'une lutte unitaire de défense contre l'État*.

B) Dans le domaine syndical, le cas emblématique fut la naissance d'un syndicat des travailleurs du métro de la ville de Buenos Aires (AGTSyP)<sup>22</sup> en l'an 2008, après des années d'une lutte admirable et constante contre l'Unión Tranviarios Automotor (UTA, pro-patronale et péroniste, affiliée à la CGT), qui - selon les canons légaux du syndicalisme argentin - représente officiellement, devant les autorités judiciaires et patronales, les travailleurs de la branche des transports collectifs (autobus, tramways, trolleybus et métro) de passagers en Argentine. L'AGTSyP, résultat de la lutte des délégués des travailleurs démocratiquement élus<sup>23</sup>, a imposé sa capacité d'organisation, de mobilisation et de lutte contre le syndicalisme mafieux, la patronale et l'État, et s'est hissé comme le seul "interlocuteur valable" des travailleurs du métro de Buenos Aires. Cela n'a pas empêché ses dirigeants historiques -

---

<sup>20</sup> Le Polo Obrero dirigé par Política Obrera (trotskiste) en est un exemple.

<sup>21</sup> C'est le cas du PCR "maoïste" qui agit comme un allié inconditionnel du péronisme.

<sup>22</sup> Asociación Gremial de los Trabajadores de Subte y Premetro.

<sup>23</sup> Parmi eux se trouvaient des militants de la gauche trotskyste.

Roberto Pianelli et Néstor Segovia - de l'aligner plus tard sur le kirchnerisme<sup>24</sup>. Après avoir rejoint la Confédération pro-kirchneriste CTA dirigée par Hugo Yasky, elle a fini par adopter une politique en rupture avec son passé de démocratie ouvrière<sup>25</sup>. Dans un contexte historique marqué par l'absence d'une recrudescence générale des luttes prolétariennes et de l'absence d'avant-gardes ouvrières étendues ayant de fortes traditions de classe, cela témoigne de la capacité de la bourgeoisie, du péronisme et de l'État à corrompre et à coopter des dirigeants issus des luttes ouvrières.

C) Un autre facteur qui a une influence négative sur la possibilité d'unifier les réactions antibureaucratiques et pro-patronales du syndicalisme confédéral<sup>26</sup> est *le sectarisme* dominant dans les organisations "de gauche". Nous ne nous arrêtons pas ici au courant maoïste qui, allié du péronisme, opère à son service en essayant de saboter toute opposition à la politique gouvernementale, mais aux courants trotskistes. Bien qu'associés sur le terrain électoral au sein du FIT-Unidad, là où rien de fondamental n'est en jeu pour les masses laborieuses, c'est précisément sur le terrain syndical, où ils devraient unir leurs forces pour déloger des directions des syndicats les listes qui répondent aux bureaucraties confédérales, chacune d'elles ne travaillant que pour sa propre chapelle, allant jusqu'à *saboter les efforts des autres*<sup>27</sup>. Le grotesque de la situation est tel que, d'une part, le PO, d'autre part le PTS et enfin Izquierda Socialista et le MST, tous parties prenantes du FIT-Unidad et donc avec le même programme politique, ont *leur propre* "comité de coordination syndicale de classe" prétendument ouvert à tous les travailleurs qui sont contre les appareils du syndicalisme bureaucratique collaborationniste<sup>28</sup>. En réalité, ces "coordinations" sont *des organisations de parti* qui, dans un grand nombre de cas, s'opposent les unes aux autres lors des élections syndicales.

---

<sup>24</sup> L'administration municipale de la ville de Buenos Aires est aux mains de l'opposition de droite au péronisme.

<sup>25</sup> <http://www.laizquierdadiario.com.uy/Las-mentiras-de-la-conduccion-del-sindicato-del-subte-y-la-respuesta-de-la-Bordo> ; <http://www.laizquierdadiario.com/Elecciones-CTA-en-el-subte-gano-el-oficialismo-importante-triunfo-del-clasismo-en-la-Linea-B>

<sup>26</sup> Là où ces véritables milices syndicales pro-patronales sont dominantes, il leur suffit de détecter chez un ouvrier des préoccupations classistes et anti-patronales pour le faire licencier immédiatement par l'entreprise. Ils sont les héritiers des bandes blanches syndicales qui, dans les années 1970, ont organisé les milices qui ont enlevé, torturé et assassiné des militants ouvriers.

<sup>27</sup> Les sections syndicales des lignes de chemins de fer Mitre et Belgrano Norte de l'Unión Ferroviaria sont deux cas parmi d'autres : la présentation de listes individuelles de chacune des organisations issues de la scission du MST trotskyste en 2005 a provoqué la perte de la direction de ces syndicats régionaux au profit de la bureaucratie péroniste.

<sup>28</sup> Celle du PO s'appelle "Coordinadora Sindical Clasista" ; celle du PTS "Movimiento de Agrupaciones Clasistas", celle de Izquierda Socialista et du MST "Encuentro Sindical Combativo".

D) En 1992, en réaction à la politique ultra-libérale du gouvernement péroniste de Carlos Menem (et tout particulièrement contre la privatisation du système des retraites), un secteur de la CGT officielle, composé principalement de syndicats du secteur public, s'est séparé de cette dernière pour créer la Central de Trabajadores de la Argentina (CTA). En 2010, la CTA a revendiqué 1 400 000 membres, regroupés principalement dans l'Association des travailleurs de l'État et la Confédération des travailleurs de l'éducation.

Dès le début, la CTA s'est présentée comme un syndicalisme d'un genre nouveau, démocratique, participatif, basé sur le protagonisme de la base pour élire des représentants et prendre des décisions<sup>29</sup>. Mais il n'a jamais dépassé le stade d'un pâle réformisme démocratique. Peu après, la CTA est devenu la "jambe" syndicale du FREPASO (un mélange de démocrates incohérents qui ont créé un parti de "centre-gauche" dont l'axe programmatique était la "lutte contre la corruption") et plus tard du gouvernement de l'Alliance qui en 1998 a porté à la présidence le candidat de ce cadavre en décomposition avancée qui était l'Union Civique Radicale (Fernando De la Rúa), et comme vice-président un représentant du FREPASO (Chacho Álvarez), un gouvernement qui a appliqué les mêmes recettes ultra-libérales du ménémisme. Après la crise de 2001, la CTA s'est activement alignée sur le kirchnerisme ; et, après sa propre scission en 2010, en bouclant logiquement sa trajectoire passée, dès 2019 son secteur majoritaire prône sa réincorporation dans la CGT tant décriée.

**10.-** Dans le deuxième après-guerre, les bourgeoisies européennes ont réussi de multiples façons à fragmenter, casser, corrompre ou encadrer de façon rigide la tendance des travailleurs à s'associer pour négocier collectivement le prix et les conditions de vente de leur force de travail. Dans le cas de l'Argentine il faut ajouter la méthode de la répression ouverte.

Les confédérations syndicales d'aujourd'hui n'ont plus rien à voir avec les syndicats de lutte de classe du passé qui étaient l'expression vivante de la lutte du prolétariat contre la classe capitaliste. Les syndicats et les directions classistes sont très minoritaires dans le paysage général du syndicalisme actuel.

Une réaction épidermique et politiquement fallacieuse consisterait à conclure que les travailleurs et leurs avant-gardes politiques et syndicales devraient désertier *par principe* les syndicats actuels ou créer "à froid" de nouveaux syndicats de classe et même révolutionnaires. Une telle proposition équivaudrait à revenir aux positions de la gauche infantile critiquée par Lénine dans "L'infantilisme ...". Mais étant donné que la grande majorité des syndicats d'aujourd'hui ne peuvent être assimilés à ceux des années 1920, il est nécessaire d'actualiser la critique des positions qui défendent *par principe* la désertion ou le boycott des syndicats actuels au motif qu'ils sont devenus "intrinsèquement" irrécupérables et contre-révolutionnaires.

---

<sup>29</sup> Pour une présentation de la trajectoire du CTA de 1992 à 2010, cf. Enrique Gandolfo, " ¿A dónde va la CTA ? [[https://www.taringa.net/+gsocialistat/a-donde-va-la-cta\\_ox8pl](https://www.taringa.net/+gsocialistat/a-donde-va-la-cta_ox8pl)]

*Tout d'abord*, parce que le renouveau sur une large échelle d'un syndicalisme de classe ne peut pas être décidé "à froid" autour d'une table dans un café. Il doit être le fruit des efforts collectifs des masses ouvrières elles-mêmes, ce qui n'enlève rien au fait que les avant-gardes politiques doivent jouer un rôle de premier plan dans ce processus. D'autre part, pour envisager la possibilité de contrer avec succès la capacité de la bourgeoisie et de ses alliés à dénaturer et corrompre les germes d'une renaissance de l'associationnisme ouvrier, il faudra des situations de grands bouleversements et de grandes luttes économiques et sociales. Pour toutes ces raisons, désertir par principe les syndicats actuels reviendrait à abandonner les travailleurs syndiqués à l'influence des bureaucrates syndicaux. Ce n'est pas pour rien que les révolutionnaires russes ont travaillé dans les "syndicats Zubatov" mis en place par la police secrète; ni que le Parti communiste italien ait donné à ses militants le mot d'ordre de pénétrer les syndicats fascistes (une fois que les anciens syndicats furent détruits) : dans les deux cas, il s'agissait de soustraire les travailleurs trompés ou forcés à l'influence des forces contre-révolutionnaires.

*Ensuite*, parce que on ne peut pas prévoir à l'avance sur quelles voies s'engagera *la renaissance sur une grande échelle d'un syndicalisme de lutte de classe*. Selon toute probabilité, ce ne sera pas un processus "idyllique" ou pacifique, soit à cause des réactions violentes des bureaucraties syndicales, soit de celles de l'État bourgeois. Il n'est pas exclu a priori que ce processus passe par les efforts des masses pour se débarrasser *par la force* de leurs dirigeants; par des scissions des syndicats et confédérations actuels; par la formation de nouveaux syndicats; à partir des conseils d'usine; ou par un mix des alternatives mentionnées ci-dessus. L'histoire internationale du syndicalisme offre de multiples exemples de ces processus.

En Argentine, dans les années 1960-1970, dans la province de Córdoba et dans la région de Villa Constitución, des secteurs politiques de gauche ont conquis la direction de syndicats importants, favorisés en cela par l'implantation de nouvelles industries et la naissance d'un jeune prolétariat sans le poids écrasant préalable des structures syndicales du péronisme<sup>30</sup>. Aujourd'hui encore, des ouvriers d'avant-garde ont réussi à arracher à la bureaucratie péroniste le contrôle du syndicat du chemin de fer de la ligne Sarmiento. Et un syndicat comme l'AGTSyP du métro de Buenos Aires est né *ex novo* de la lutte des travailleurs.

En Italie les syndicats de base sont apparus à la fois comme des détachements des confédérations actuelles et comme des créations *ex novo*.

Les Thèses sur la question syndicale du Deuxième Congrès de l'Internationale Communiste<sup>31</sup> ont rejeté toute désertion volontaire des syndicats et toute tentative de "*création artificielle de syndicats qui ne soit pas déterminée par la violence excessive de la bureaucratie professionnelle (...) ou par sa politique aristocratique étroite qui ferme l'entrée dans les*

---

<sup>30</sup> Cela a conduit l'État argentin, avec la complicité des bureaucraties syndicales péronistes, à déclencher une offensive terroriste contre le prolétariat local et ses représentants classistes.

<sup>31</sup> Voir dans ce blog Carlos N. Svidler, « Revolución y Contrarrevolución en Italia y Alemania (1914-1923) », Chapitre V.

*organisations syndicales aux grandes masses de travailleurs non qualifiés*". En outre, les Thèses ont établi les critères qui doivent présider toute scission syndicale, en précisant que

*les communistes "ne doivent pas hésiter face aux scissions qui peuvent se produire au sein des organisations syndicales si [et seulement si !] pour les éviter ils devraient (...) renoncer à l'organisation des secteurs les plus exploités du prolétariat", mais ils ajoutent immédiatement après que "si une scission s'impose comme une nécessité absolue, on n'y aura recours que s'il est certain que les communistes aient réussi, par leur participation aux problèmes économiques, à convaincre les larges masses de la classe ouvrière que la scission est justifiée non par des considérations dictées par un objectif révolutionnaire encore très lointain et vague, mais par les intérêts concrets immédiats de la classe ouvrière qui correspondent aux besoins de l'action économique"*.

***En troisième lieu***, parce que si bien tout processus révolutionnaire doit donner lieu à l'irruption dans la lutte de classe des masses prolétariennes les plus larges pour la défense de leurs conditions d'existence, en régénérant ou en générant des organisations syndicales nouvelles, on ne peut pas savoir par avance quand cela donnera lieu à la systématisation organisationnelle d'un grand mouvement syndical de lutte de classe, ni à quel moment l'avant-garde révolutionnaire parviendra à en prendre la direction.

Les syndicats sont des organisations absolument nécessaires pour la défense de la force de travail. Ils le sont avant la victoire de la révolution prolétarienne, et ils le seront encore après, tant qu'il subsistera des secteurs salariés, dans la période de transition du capitalisme au socialisme. D'autre part, il serait inimaginable que l'avant-garde communiste conquière une influence décisive (la majorité, disait Lénine) sur le prolétariat - comme pour pouvoir envisager la prise du pouvoir dans une situation objectivement favorable - sans que son influence sur les masses syndiquées ne devienne considérable.

Pour toutes ces raisons, les politiques systématiques de désertion des syndicats actuels et les illusions sur l'émergence de "syndicats chimiquement purs" ne peuvent être que le fruit de rêveries détachées de la réalité historique et sociale.

Carlos N. Svidler, février 2021